



Procès-verbal du Conseil Académique
Réuni le jeudi 1er octobre
Sous la présidence de Stéphane AZOULAY
Vice-Président Formation
Et la coprésidence de M. Noel DIMARCQ
Vice-Président Recherche et Innovation

N°10/2020

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mme ADAM Carine, Mme AYERBE Cécile, Mme BERTONE Manuela, Mme BERTRAND Marie-France, M. BLANC Frédéric, Mme BOISSELIER Pauline, M. BORGESE Mauro Franco, M. BURGER Alain, M. CAILLER Bruno, M. CASSAM-CHENAÏ Patrick, Mme COURTIN Christine jusqu'à 17H00, M. DERSAKISSIAN Samvel, M. ESPALLARGAS Jean-Philippe, Mme FEDELE Carine, M. GIBART Laetitia, M. GOSSELET Ryan, Mme GUIZOUARN Hélène, Mme GWIZDEK Carole, , Mme HAYOTTE Meggy, Mme HERITIER Camille, Mme HUEBER Anne-Odile, M. LECOUTEUX Guilhem, M. LEGRAND Olivier, Mme MIGLIACCIO Claire, M. MORETTI Laurent, M. RASSE Paul, M. REVELLI Gabriel, Mme ROMERO Margarida, M. ROSSO Thierry, M. ROULEAU Matthieu, M. SERRANO Benjamin jusqu'à 17H00, Mme SESSA Virginie, M. SIIRIAINEN Fabrice, M. THOMIN Jean-Louis, Mme TÜRK Pauline jusqu'à 17H00, Mme VAN DE WIELE Nathalie, M. VIZZARI Jean-François, M. ZUCKER Arnaud,

AVAIENT DONNÉ PROCURATION : M. ALLEGRET Jean-Pierre à Mme AYERBE Cécile, Mme BATAZZI Claudine à M. CASSAM-CHENAÏ Patrick, Mme BLAY-FORNARINO Mireille à M. CASSAM-CHENAÏ Patrick, M. BONCOMPAGNI Éric à M. BURGER Alain, M. BOUISSOU Stéphane à M. Olivier LEGRAND, M. BURRONI Gaël à Mme BOISSELIER Pauline, M. CRISTOFARI Gaël à M. BURGER Alain, Mme CHRISTIANS Elisabeth à M. Noël DIMARCQ, Mme COURTIN Christine à M. BLANC Frédéric à compter de 17H00, Mme D'ARRIPPE LONGUEVILLE Fabienne à M. DIMARCQ Noël, Mme DEMARIA Samira à M. LECOUTEUX Guilhem, M. DEMESLAY Christopher à M. Rayan GOSSELET, M. DOUAI Ali à M. LECOUTEUX Guilhem, M. DEMESLAY Christopher à M. GOSSELET Rayan , M. DELLA MONICA à compter de 15H30 à Mme HUEBER Marie-Odile, Mme EL SAYED Eva à M. GOSSELET Rayan, Mme GIACALONE Marjorie à M. CAILLER Bruno, M. HASSANALY-GOULAMHOUSSEN Rahim à Mme GIBART Laetitia, Mme MALE à M. ESPALLARGAS, M. PELLEGRINETTI Jean-Paul à M. ZUCKER Arnaud, M. ROUSSEAU Sylvain à M. RASSE Paul, Mme N'AIT-BOUDA Faiza à M. CAILLER Bruno, , M. PETIT Éric à M. AZOULAY Stéphane, M. VEZIAN Anthony à M. ESPALLARGAS Jean-Philippe, Mme WALLISER Elisabeth à Mme AYERBE Cécile,

ÉTAIENT ABSENTS : M. BIZIOU Michaël, M. BRUNY Rémy, Mme CEREZO Delphine, M. COURDE Clément, M. DIEDERICHS Thibault, Mme FERAUD Aurélie, M. GARCIA Dimitri, Mme GERIA Carla, M. GESBERT David, M. HACHEM Elie, Mme HOUARA Inès, Mme PERALDI-FRATI Marie-Agnès, Mme PLOUVIEZ Mélanie, M. RABIER Quentin, M. ROSSI Andréa, M. SOFIA Pierre Niccolo,

INVITÉS PRÉSENTS : Mme BELUAFI Rachida, Mme BERNARDINI Laetitia, Mme BOUCHET Audrey, M. COLSON Serge, M. CREMOUX Pascal, M. DEN AUWER Christophe, Mme HURTER-SAVIE Sarah, Mme MILLET-DEVALLE Anne, Mme WATINE Marie-Albane.

M. AZOULAY ouvre la séance à 15H10.

Préambule :

M. AZOULAY informe qu'en raison de la pandémie un certain nombre de mesures pour juguler l'expansion du virus au sein de l'établissement ont dû être mises en place. Ainsi le port du masque a été rendu obligatoire et, dans la mesure du possible, les cours en amphi ont été dédoublés. Dans certaines composantes, telles que les EUR de Sciences, toutes les promotions sont dédoublées et les enseignements sont dispensés sous la forme de formation comodale.

Un peu plus d'une centaine de cas de Covid a été dénombrée sur l'ensemble des 35 000 personnes qui fréquentent l'établissement. Lorsque des cas concernant des étudiants sont signalés, l'ARS met en œuvre des enquêtes permettant de déceler les « cas contact » et si un cluster est avéré, il est procédé à la fermeture, pour une durée d'une semaine de la promotion concernée.

Une distribution de masques lavables aux étudiants et personnels a débuté et se poursuit actuellement. Des masques transparents pour les cours de langue ont par ailleurs été commandés et sont en attente.

Un travail conjoint avec l'ARS et la Métropole a été entrepris concernant la politique de tests afin d'en faciliter l'accès.

Un suivi quotidien, en lien avec l'ARS, est mené par la cellule Covid (cellule-covid@univ-coteazur.fr) qui gère chaque jour plus d'une centaine de mails, des réunions sur le sujet associant le DGS et l'équipe de gouvernance se tiennent parallèlement plusieurs fois par semaine. La situation reste pour l'instant sous contrôle et n'est toutefois pas comparable à celle d'autres universités beaucoup plus gravement impactées qui ont dû adopter des mesures bien plus drastiques.

Il est à noter que toutes les contaminations détectées à ce jour, ont eu lieu à l'extérieur de l'établissement notamment dans le cadre d'événements festifs dont certains avaient été vivement déconseillés par l'Université et ont été à l'origine des clusters identifiés qui ont eu pour conséquence la fermeture de promotions dans deux composantes de l'établissement.

La plus grande prudence est donc demandée à l'ensemble des usagers pour ce type de rassemblement.

I.- Vie Institutionnelle

I.1.- Election partielle à la section disciplinaire compétente à l'égard des enseignants

M. AZOULAY rappelle que deux sièges sont vacants au sein de cette section suite à un détachement et un changement de corps de deux élus sortants (collèges A et C).

Il fait part de la candidature du Pr Pauline TURK pour le collège A et de l'absence de candidature dans le collège C, les deux élus titulaires étant donc éligibles.

Mme BERNARDINI précise que l'ensemble des membres hommes et femmes de chacun des deux collèges A et C votent.

Au terme d'un vote à bulletin secret :

Sont élues :

Mme TURK pour le collège A Femme,

Mme BARBIER est élue pour le collège C Femme.

I.2.- Désignation des membres de la section disciplinaire compétente à l'égard des usagers

Mme BOUCHET rappelle que suite au décret du 27 juin 2020 qui réforme la Section Disciplinaire compétente à l'égard des Usagers l'intégralité des membres qui la composent doit être réélue. Ainsi 4 membres du collège A (2 hommes/ 2 femmes), 4 membres du collège B (2 hommes/ 2 femmes) et 8 membres des collèges E et F (2 hommes/ 2 femmes) sont à élire respectivement par l'ensemble des élus de chacun des collèges. Elle précise que les élus détenant des procurations d'un élu appartenant à un autre collège doivent voter dans le collège d'origine de leur mandant.

Pour le collège A, elle fait part des candidatures de MM. BURGER et SIIRIAINEN et de Mmes AYERBE et BERTONE.

Pour le collège B, elle fait part des candidatures de Mmes COURTIN et N'AIT BOUDA, de M. BONCOMPAGNI et de l'absence d'une seconde candidature masculine.

Pour les collèges E et F, elle fait part des candidatures de MM. BRUNY, ESPALLARGAS, GOSSELET et VEZIAN et de l'absence de candidature féminine.

Elle précise que l'engagement des membres de la section, suite à la nouvelle réforme, sera moins important que par le passé dans la mesure où 16 personnes sont à présent désignées qui interviendront alternativement et que le quorum auparavant fixé à 6 est désormais porté à 4 présents. Un président et deux vice-présidents seront par ailleurs élus au sein de la section parmi les membres des collèges A et B.

M. BURGER, Président sortant de la Section Disciplinaire Usagers témoigne de son expérience qu'il juge intéressante et du bon fonctionnement de cette instance grâce à une répartition équitable de la charge de travail entre les membres et au soutien efficace de Mme BOUCHET, secrétaire de séance. Il rappelle que la nouvelle procédure permet une simplification pour les étudiants qui pourront reconnaître s'être rendus coupables de fraude.

Mme BERTONE, membre sortante, témoigne également d'une expérience enrichissante.

M. AZOULAY remercie l'ensemble des enseignants et usagers qui se sont portés candidats pour assurer une mission essentielle pour le bon fonctionnement de l'institution.

Au terme d'un vote à bulletin secret :

Sont élus à l'issue du premier tour :

Mmes AYERBE et BERTONE pour le collège A Femme,

M. BURGER et SIIRIAINEN pour le collège A Homme,

Mme COURTIN et Mme N'AIT BOUDA pour le collège B Femme,

M. BONCOMPAGNI pour le collège B Homme,

MM. BRUNY, ESPELLARGAS, GOSSELET et VEZIAN pour les collèges E et F Homme,

Mmes DEMOGUE, EL SAYED et MALE pour les collèges E et F Femme,

Un siège reste à pouvoir dans le collège B homme et un siège dans les collèges E/F Femme, un second tour est donc organisé.

Sont élus à l'issue du second tour :

M. BIZIOU pour le collège B Homme (en raison de son âge compte tenu d'une égalité de voix)

Mme LOPEZ pour les collèges E et F Femmes

II.- Vie Universitaire

II .3.- Vie de campus et politique sportive : bilan et perspectives (cf document joint)

M. AZOULAY rappelle que la Vie universitaire se décline désormais sur 4 domaines : Vie de Campus, Sport, Santé et Culture et Société. La présentation de ce jour porte sur les deux premiers domaines, la Santé et la Culture feront l'objet d'une présentation lors d'une prochaine séance.

Mme WATINE présente la partie du bilan et des perspectives concernant la Vie de Campus (cf document joint).

Elle rappelle les 3 grands axes stratégiques sur lesquels un travail a été menée cette année : « Aide sociale, cohésion et engagement », « Amélioration de la restauration », « Développement de la mobilité douce ».

Concernant le premier axe elle fait part de la situation très critique de certains étudiants pendant le confinement qui a nécessité de repenser la commission d'aide d'urgence par la mise en place d'une coordination avec le CROUS, principal opérateur de l'aide sociale. Un seul dispositif commun permettant de gagner en cohérence et en efficacité a ainsi pu voir le jour et devrait être pérennisé pour l'avenir par convention.

Des actions visant à venir en aide aux étudiants en précarité numérique ont par ailleurs été menées ainsi qu'une assistance au rapatriement d'étudiants en mobilité à l'étranger qui ont dû regagner la France.

Il est ensuite précisé, qu'un travail sur les instances délibératives a permis la mise en place de la Commission Initiatives Etudiantes et d'un groupe de réflexion CVEC.

Les projets à développer pour l'année universitaire 2020-2021 s'inscrivent dans un contexte sanitaire tendu. Dans ce cadre des distributions de masques aux étudiants en difficultés financières sont organisées par le biais des scolarités de composantes, des associations étudiantes présentes sur les sites, de l'épicerie solidaire Agorae et des assistantes

Conseil Académique n°10 du 1^{er} octobre 2020

sociales. Afin de faire face à la précarité numérique, des prêts d'ordinateurs sur une longue durée vont être rendus possibles.

Au-delà de la situation d'urgence sanitaire, d'autres projets vont être développés et concernent en premier lieu l'engagement étudiant pour lequel un bonus permet la valorisation dans le cursus d'actions bénévoles menées notamment dans le cadre associatif. Sur le site de Saint-Jean d'Angély un projet de tiers-lieu d'engagement est développé avec un fort développement du réseau des partenaires associatifs qui proposent des missions par le biais de la plateforme « engagement ». Cette plateforme a permis à l'Etablissement d'être lauréat d'un budget du Ministère de 100 000 €, les fonds obtenus seront attribués au renforcement du nombre de missions bénévoles et au développement de la notoriété de la plateforme « engagement ».

Mme WATINE fait ensuite part d'un projet relatif à la mobilité douce en partenariat avec le CROUS et la Métropole, une première concertation sur ce sujet a eu lieu mais aucun calendrier n'est encore acté pour l'instant, un gros travail de cartographie devant être mené au préalable.

Un autre projet concerne l'amélioration de la restauration universitaire dans le cadre du renouvellement de la convention avec le CROUS pour l'occupation des locaux d'UCA. Un avenant à cette convention a été signé et met en place un cahier des charges prévoyant des axes de progression importants concernant en particulier l'utilisation de produits bio, locaux et durables, la valorisation des déchets et l'utilisation des locaux occupés par le CROUS hors des périodes de restauration.

M. RASSE regrette une fermeture progressive sur les 20 dernières années des locaux du CROUS qui constituaient, par le passé, des lieux privilégiés de sociabilité et de rencontres inter-étudiants. Mme WATINE note cependant un effort fait à Montebello avec l'ouverture d'un espace de co-learning.

M. LEGRAND fait part de l'idée d'utiliser les locaux hors des heures de restauration pour développer une animation par les ateliers culturels de l'université.

M. AZOULAY précise que sur certains campus un décalage parfois d'une semaine entre la rentrée des étudiants et l'ouverture des structures du CROUS a pu être constaté en raison de la situation sanitaire, mais qu'à ce jour les structures de restauration du CROUS fonctionnent sur l'ensemble des sites. Mme WATINE ajoute que l'offre de repas du soir générerait une situation financière beaucoup trop déficitaire pour le CROUS et que cette demande ne pourra donc être satisfaite pour l'instant.

M. COLSON présente la partie du bilan et des perspectives concernant la Politique Sportive.

Il informe des 3 grands axes stratégiques sur lesquels des actions ont été mises en œuvre : « Sport et Santé » visant à promouvoir une pratique sportive diversifiée et inclusive, « Performance et Excellence » visant à renforcer la visibilité nationale et internationale et « Attractivité et Sentiment d'appartenance à UCA ».

Concernant le bilan des actions menées, il est précisé qu'un travail est accompli de manière pluriannuelle sur les créations et rénovations d'infrastructures sportives. Sur certains campus un travail a été engagé pour la création d'espaces de pratiques sportives qui sera poursuivi et développé de manière plus importante en 2021, l'essentiel des investissements réalisés l'an dernier ayant porté sur des rénovations compte tenu de la situation sanitaire.

L'année 2020 a également vu la création d'équipes permettant à des personnels et/ou des étudiants de se regrouper au sein de disciplines sportives afin de développer le sentiment d'appartenance à l'établissement en participant à des compétitions d'entreprises. Une partie des financements a été apporté par l>IDEX pour la construction de certaines équipes.

Un partenariat avec un équipementier sportif a par ailleurs été mis en place pour un développement de lignes textiles à adapter aux différentes pratiques et qui permettra de doter les différentes équipes FFSU.

Concernant la politique sportive de Haut Niveau, des référents sportifs pédagogiques ont été désignés au sein des composantes, et il a été procédé à une refonte des outils existants pour accompagner les 200 à 230 étudiants ayant le statut de Sportif de Haut Niveau dont plus d'une cinquantaine figure sur les listes ministérielles, en tenant compte de l'horizon des JO de Paris 2024.

Concernant la pratique sportive d'une manière plus générale, elle a dû s'interrompre pendant la période d'urgence sanitaire, des exercices à réaliser à domicile ont alors été publiés sur la page Facebook UCA Sport. Un grand nombre d'événements et de compétitions sportives ont également dû être annulés ou reportés. Une adaptation aux conditions sanitaires de la pratique sportive a donc dû se faire avec la mise en place de protocoles sanitaires. M. COLSON souligne qu'un arrêté préfectoral en début de semaine a rendu impossible toute forme de pratique en intérieur, des solutions permettant de proposer des pratiques en extérieur doivent donc être trouvées rapidement.

Les projets présentés pour 2021 concernant les événements sportifs sont donc dépendants de l'évolution de la situation sanitaire. Une reprise de la Ronde des Facs ou d'une manifestation similaire est toutefois envisagée si les conditions en terme de regroupement l'y autorisent. Les travaux de rénovation et de création des structures sportives vont se poursuivre et l'accompagnement des Sportifs de Haut Niveau (Académique et Environnement) va être renforcé par le biais de tutorat. L'obtention du label « Génération 2024 » attestant de l'existence d'actions de promotion du sport et d'accompagnement des Sportifs de Haut Niveau en vue de la préparation des JO de 2024, est visée.

Une valorisation des ambassadeurs Sportifs de Haut Niveau par l'attribution de bourses en lien avec la fondation UCA est également prévue.

Un complexe de crosstraining/cardio/fitness devrait être inauguré en novembre sur le campus de Saint-Jean d'Angely. Concernant le site de Cannes, il est précisé que des contacts ont été pris avec la ville pour voir s'il est possible de développer des activités dans leurs infrastructures existantes et pour le site de Sophia un projet d'espace « sable modulable » permettant la mise en place de sports collectifs avait été envisagé mais le projet n'a pu aboutir pour l'instant car le budget avait été sous-évalué.

M. COLSON informe ensuite du projet de création d'une compétence transversale Sport/Santé, présentée en juillet aux Conseils des composantes, qui s'inscrit dans le cadre de l'obtention du label « Génération 2024 » afin promouvoir une pratique sportive diversifiée intégrée au cursus de formation qui serait valorisable dans un contexte où les UEL Sport ont désormais disparu. Cette compétence pourrait revêtir un caractère obligatoire en L2 et potentiellement en L3. Un enseignement de 20 heures serait dispensé englobant 5 heures de contenu théorique sur les bienfaits du « Sport/Santé » et 15 heures de pratiques dans les différentes activités physiques et sportives. Des indicateurs de santé « Evaluation Qualité de Vie » et « Evaluation Pratique APS » pourraient y être associés dans le cadre plus général de la politique Vie Universitaire. Des composantes pilotes pourraient mettre en place cette compétence transversale dès le second semestre 2020-2021 et une extension à l'ensemble des composantes est prévue pour la rentrée prochaine.

M. COLSON répond à la demande de Mme FEDELE qu'il a pris contact avec les directeurs de l'IUT et de Polytech pour voir comment cette compétence pourra se mettre en place au sein de leur formations compte tenu de la spécificité des programmes, il précise qu'il existe une réelle demande des étudiants sur ces composantes.

Il répond ensuite à M. LEGRAND que lors de la présentation faite en juillet en conseils de composantes, la majorité d'entre eux se sont déclarés intéressés par ce projet. Il ajoute que l'idée de la rendre obligatoire est de pouvoir permettre à tous les étudiants d'en bénéficier et de créer ainsi une continuité de l'EPS de l'école primaire jusqu'à l'Université. Des problèmes de mise en œuvre pratique risquant de se poser la possibilité d'une CT Sport optionnelle a toutefois également été envisagée. M. LEGRAND s'inquiète, avec l'apparition de cette nouvelle compétence de la réduction possible du volume horaire des autres CT. M. AZOULAY indique que pour l'instant la réflexion n'a pas été menée aussi loin et que ce type de modalités reste encore à définir.

M. COLSON rappelle enfin l'existence du bonus sport délivré aux étudiants qui réalisent au moins 20 heures de pratique sportive, il permet d'obtenir 0,2 point sur la moyenne du semestre mais il ne permet pas de compenser un semestre. Il est envisagé une proposition de mise en place d'un bonus à deux niveaux avec la création un bonus de 0,1 pour valoriser la pratique d'une APS en présentiel avec un engagement moins important et le maintien niveau déjà existant à 0,2 points pour une pratique d'au moins 20 heures.

Aux interrogations de M. BLANC sur le coût qui serait à la charge des étudiants, M. COLSON répond que d'une manière générale toute l'offre sportive encadrée n'est pas payante avec quelques exceptions pour certaines activités telles que le ski ou la randonnée où les déplacements vers l'extérieur justifient la présence de frais, et c'est uniquement pour les pratiques libres concernant des activités telles que la musculation, le tennis ou l'escalade que les étudiants doivent s'acquitter d'une somme de 30 € par semestre.

A la demande de Mme GUIZOUARN sur l'impossibilité de compenser le semestre grâce au bonus sport, M. AZOULAY répond que ce fut le choix des enseignants lors de la mise en place des bonus. Il précise que si l'on souhaite revenir sur cette politique, il conviendra de tenir compte de l'avis des conseils et composantes. Mme HERITIER rappelle que le bonus sport est cumulable avec le bonus engagement et que les bonus cumulés peuvent permettre l'obtention de 0,5 point sur la moyenne semestrielle et c'est donc une des raisons pour lesquelles la CFVU n'avait pas été souhaité que les bonus puissent compenser le semestre. Mme FEDELE objecte qu'il pourrait être envisagé que seul le bonus sport soit compensable et que cette option serait tout à fait modélisable dans Apogée.

II .4.- Calendrier Pédagogique : report de la « journée des L1 et des primo-arrivants » du 1er octobre 2020 au 8 avril 2021

Mme WATINE explique que la journée d'accueil des L1 et des primo-arrivants qui était prévue aujourd'hui a dû être déprogrammée compte tenu du contexte sanitaire comme de nombreux autres événements de vie étudiante. Il est donc souhaité de ne pas annuler cette journée mais de la reporter au 8 avril, il ne s'agira, en conséquence, plus d'une journée d'accueil mais d'un événement festif de cohésion de fin d'année universitaire, destiné principalement au L1 qui n'ont pu participer aux événements traditionnellement organisés les années précédentes.

La banalisation d'une journée banalisée « Vie Etudiante » pour les L1 et primo-arrivant le 8 avril 2021 est donc validé avec 1 abstention et 62 voix pour.

III.- Formation

III.6.-Répartition du budget d'examen des dossiers Parcoursup 2020-2021

M. AZOULAY rappelle qu'un budget permettant de rétribuer les participants aux jurys de classement des dossiers est alloué par le Ministère depuis la mise en place de Parcoursup.

Les modalités de répartitions présentées ont été calculées au prorata numeris des dossiers par rapport aux commissions. La répartition au sein des commissions est ensuite effectuée par les composantes en fonction de la participation des membres de chaque jury.

La proposition de répartition du budget d'examen des dossiers Parcoursup 2020-2021 est approuvée avec 55 voix pour et 8 abstentions.

III.7.- Modifications de l'offre de formation pour la rentrée 2020

III.7.1.-Modifications de maquettes

Mme BELUAFI présente les modifications de maquettes (cf tableau joint).

Elle indique qu'au niveau master sont concernées : les mentions informatique, mathématique, gestion de l'environnement ainsi que des parcours de la mention Droit des Affaires déjà votés mais sur lesquels l'EUR LEX a souhaité apporter des modifications. Au niveau Licence les modifications concernent le portail Droit. Elle précise que l'ensemble ces modifications n'affecte pas la charge d'enseignement.

M. AZOULAY ajoute qu'il s'agit des dernières modifications qu'il restait à valider pour 2020/2021. Il indique, suite à la demande de M. LEGRAND, que les DU sont quant à eux validés au fil de l'eau tout au long de l'année.

Les modifications de maquettes présentées sont validées avec 57 voix pour et 6 abstentions.

III.7.2.-Modifications de MCC

Mme BELUAFI présente les modifications de MCC (cf tableau joint). Elle indique qu'au niveau licence, elles ont concerné l'intégralité des L3 compte tenu de l'ouverture progressive de l'offre de formation du contrat 2018 et qu'au niveau master ces modifications sont également souvent la conséquence de modifications de maquettes.

M. BLANC fait part de son incompréhension face à la manière dont ces modifications sont présentées. Il aurait souhaité que le CAC puisse avoir une vision globale de l'évolution générale des maquettes qui intégrerait le coût des formations et le nombre d'heures d'enseignement. Il regrette le manque de lisibilité des très nombreux fichiers excel et qu'un travail de synthèse ne soit pas fait pour donner aux conseillers une vision d'ensemble.

M. AZOULAY explique que, pour les années à venir la validation des MCC et les modifications de maquette qui n'impactent pas la charge d'enseignement sera déléguée aux composantes car il a effectivement été constaté depuis longtemps que le Conseil Académique et les conseils qui l'ont précédé jouaient le rôle d'une chambre d'enregistrement,
Conseil Académique n°10 du 1^{er} octobre 2020

le travail ayant été effectué en amont par les composantes. Il rappelle que le Conseil joue un rôle essentiel lorsque le contrat se met en place et qu'un très lourd travail d'évaluation est effectué dans ce cadre, mais il convient qu'en cours de contrat, les modifications présentées donnent lieu à une vérification purement administrative de la DEF et la composante fait un travail de gestion dans le cadre de son enveloppe fixée en début de contrat. Il ajoute que jusqu'à présent c'était la réglementation qui imposait un vote dans les conseils centraux et que par le passé, ces points étaient confiés à l'examen de rapporteurs, mais cette solution ne s'est pas révélée satisfaisante compte tenu des difficultés rencontrées pour examiner la masse des documents. Il a donc été fait le choix de faire confiance aux composantes et de valider leur travail sauf si un problème est signalé. Le travail d'expertise du CAC portant, en cours de contrat, davantage sur l'ouverture de nouvelles formations telles que des DU ou des parcours de master. Il rappelle à ce propos qu'un travail d'évaluation des DU de l'Etablissement demandé par le CAC est en cours, une présentation des Diplômes d'Etablissement a été faite en CA et sera également prochainement effectuée en CAC.

M. CAILLER souhaiterait que soit engagée une réflexion de fond sur les critères à retenir dans le cadre de l'évolution de l'offre de formation et qui permettrait d'observer régulièrement les tendances relatives à l'évolution du nombre des formations, de la part des formations payantes, de la part des formations en alternance et du nombre d'enseignants par catégorie qui s'y rattache.

M. AZOULAY informe qu'un tableau avec ce type d'indicateurs par composante pourra effectivement être présenté en CAC d'ici la fin de l'année. Il répond à M. CAILLER qui demande une discussion sur les critères que le CAC souhaiterait mettre en avant, qu'un état des lieux assez exhaustif est en cours de réalisation par les VP finances et RH et que dans le cadre de la présentation qui sera faite en CAC une discussion sur l'ensemble des paramètres pourra se tenir. Il précise qu'il tient à disposition des conseillers les dossiers d'autoévaluation de chaque formation pour la période contractuelle précédente et les dossiers d'accréditation des nouvelles mentions du contrat en cours. Il rappelle que la politique globale d'offre de formation est décidée pour la période d'accréditation contractuelle et qu'en dehors de cette période les modifications de l'offre de formation ne peuvent être que mineures. Ce travail d'autoévaluation, demandé par l'HCERES, sera donc à effectuer en 2021.

Les modifications de modalités de contrôle des connaissances présentées sont validées à l'unanimité avec 63 voix.

III.7.3.- Créations de DE/DU

III.7.3.1.- DU « Intelligence Economique Africaine »

M. AZOULAY fait part des rapports des rapporteurs (cf documents joints) et de leurs avis favorables. M. CREMOUX précise que les étudiants n'ont pas à s'acquitter de frais pour ce DU et que la formation est intégralement prise en charge par l'UFTAM (Université Franco-Tunisienne pour l'Afrique et la Méditerranée).

Le DU « Intelligence Economique Africaine » est approuvé à l'unanimité avec 61 voix.

III.7.3.2.- DU d'Omnipratique en Odontologie

M. AZOULAY rappelle que compte tenu de leur spécificité et du nombre très important de DU et DIU qui se créent annuellement à l'UFR Médecine d'une part et du petit nombre d'élus du domaine susceptible d'en faire l'expertise d'autre part, il n'a pas été demandé de rapport sur les formations de santé.

M. BLANC émet le souhait que la procédure mise en place pour l'évaluation des DU s'applique à toutes les composantes.

Mme BERTRAND rappelle que les DU du secteur Santé ne peuvent pas générer des heures complémentaires car ce type de formation entre dans le cadre des obligations d'heures de formation continue pour les enseignants de ce secteur.

Elle rappelle que les DU d'odontologie ne sont pas accessibles aux étudiants mais seulement aux diplômés en chirurgie dentaire. Elle précise que ce DU d'omnipratique a pour but de proposer une mise à niveau aux chirurgiens-dentistes de la région dans le cadre du respect de leurs obligations de formation. Elle souligne que le tarif de 4800 € est adapté à ce public et permet à la composante de développer une ressource propre.

Aux interrogations de Mme VAN DE WIELE concernant l'approbation par le Conseil de Gestion de la Faculté de Chirurgie Dentaire, Mme BERTRAND confirme que le DU a bien été approuvé à l'unanimité lors de la séance du 28 septembre.

M. AZOULAY précise ensuite à la demande de M. BLANC que les enseignants de Médecine et d'Odontologie n'ont pas de service statutaire et de ce fait effectuent pas d'heure complémentaire.

Mme BERTRAND indique que des intervenants extérieurs, professionnels du domaine, interviennent également dans les DU d'Odontologie et qu'ils ne sont pas rémunérés compte tenu que les défraiements qui pourraient être proposés seraient très insuffisants pour intéresser ce type d'intervenants. Elle fait part à ce propos de la difficulté à attirer des personnalités de renom compte tenu qu'il n'est pas possible de les rémunérer à hauteur de leurs compétences.

M. AZOULAY propose la validation de ce DU aujourd'hui pour ne pas bloquer la demande de la composante et confirme qu'il prend note de la demande que des rapports soient produits à l'avenir pour ce type de formation.

Mme BERTRAND rappelle que la Faculté de Chirurgie Dentaire ne fonctionne que sur la base de ressources propres et qu'un éventuel blocage des DU risquerait donc de mettre son existence en péril. M. AZOULAY confirme qu'une part importante du budget des composantes de Santé est alimentée par leurs ressources propres et qu'elles perçoivent peu de dotation de l'établissement pour les formations. M. AZOULAY rappelle l'obligation faite aux personnels de santé de se former tout au long de leur vie qui crée une dynamique importante au niveau de l'offre de formation continue.

Le DU d'Omnipratique en Odontologie est approuvé à l'unanimité avec 61 voix.

III.7.4.- Accord de partenariat tripartite avec l'Institut de Commerce International de l'Université de Technologie et de Commerce de Chongqing (Chine) et l'Alliance Française Nice Côte d'Azur

M. AZOULAY présente ce projet (cf document joint) qui concerne des étudiants chinois qui commenceraient leurs études en Chine et viendraient ensuite suivre des enseignements pour une année dans le cadre d'un DU déjà existant (« Préparation linguistique aux Etudes en Economie et Management 1er cycle ») et pourraient ensuite, en fonction de leurs résultats, intégrer une des formations proposées par l'EUR ELMI.

Il précise à la demande de Mme VAN DE WIELE qui s'interroge sur la venue d'étudiants chinois en cette période de crise sanitaire que pour les deux premières années les étudiants suivent leur formation en Chine ; M. AZOULAY ajoute qu'il s'agit principalement d'une mobilité entrante. Cette convention permettrait une meilleure préparation des étudiants qui candidatent au DU « Préparation linguistique aux Etudes en Economie et Management 1er cycle ». Le rôle de l'Alliance Française, partenaire de la convention, est de mettre en relation l'Etablissement avec les universités chinoises et d'assurer les cours de français et de certification en langue française proposés aux étudiants chinois.

M. CREMOUX précise que l'année de DU consiste en une préparation qui inclut des cours de français intensifs et des cours d'économie et de gestion.

Mme HERITIER fait part d'une coquille page 5 dans la phrase « *La validité du présent accord couvre les années universitaires 2020/2021, 2021/2022 et 2023/2024* » où l'année 2022/2023 ne figure pas.

M. BLANC regrette le manque de précision concernant les enseignants qui interviennent dans le projet et aurait souhaité savoir si cette intervention est incluse dans leur service et dans quelle mesure leur mission de service public d'enseignement et de recherche au sein de l'établissement est impactée et craint que la mise en place de ce type de formation se fasse au détriment des étudiants locaux d'UCA.

M. AZOULAY précise que l'enseignement en DU n'est pas inclus dans le service de l'enseignant et que par ailleurs tous les DU présentés sont validés par les composantes qui les portent et qu'ils constituent un élément de leur stratégie de développement.

Il précise que les conventions présentées en CAc font l'objet d'une analyse préalable par les services juridiques de l'Etablissement.

M. CAILLER souhaiterait qu'un débat soit mené afin de poser des limites à l'engagement des enseignants dans ce type de diplôme afin d'éviter qu'il ne se fasse au détriment de leur mission de service public. M. AZOULAY confirme qu'il convient de trouver un juste équilibre entre la recherche de ressources propres pour la composante et l'engagement dans l'enseignement et la recherche des enseignants. Il rappelle toutefois l'existence d'un cadrage déjà en place : les DU comme les charges de coordination sont intégrés dans un barème voté au CA et les heures affectées aux DU rentrent dans les heures complémentaires pour lesquelles il existe des seuils qui ne peuvent être dépassés.

Il répond enfin à M. BLANC que ce type de formation n'entre pas dans les critères d'évaluation de l'IDEX.

L'accord de partenariat tripartite avec l'Institut de Commerce International de l'Université de Technologie et de Commerce de Chongqing (Chine) et l'Alliance Française Nice Côte d'Azur est approuvé avec 24 voix pour, 18 voix contre et 7 abstentions.

III.7.5.- Tarifs de Diplômes d'Etablissement (régularisations)

M. AZOULAY indique qu'il s'agit d'une proposition de réduction des tarifs de préparation à l'agrégation portées par l'EUR CREATES qui passent de 600 € à 300 €. (cf document joint)

Les tarifs sont approuvés à l'unanimité avec 49 voix.

III.7.6.- Exonérations des doctorants 2020-2021

Il s'agit de l'exonération pour de l'ensemble des doctorants d'UCA ayant été empêchés de poursuivre leurs travaux pendant la période de Covid et qui ont dû en conséquence les décaler de trois mois et ainsi basculer dans l'année universitaire suivante où ils auront à se réinscrire. Il est donc proposé qu'ils puissent soutenir leur thèse jusqu'au 31 mars 2021 sans avoir à s'acquitter des droits d'inscription pour 2020-2021.

La proposition d'exonération des doctorants est approuvée à l'unanimité avec 42 voix.

M. THOMIN fait part du cas d'étudiants de master 2 qui en raison de la période Covid ont vu leur stage retardé et qui sont en train de l'effectuer en ce moment, la soutenance de leur mémoire étant prévue en décembre. M. AZOULAY indique que dans ce cas la période concernée ne va pas au-delà de l'année universitaire 2019-2020 et qu'ils n'ont donc pas à se réinscrire, mais il fait part de son étonnement car les consignes données étaient que les délibérations des jurys se tiennent au plus tard début septembre afin de ne pas pénaliser les étudiants et de ne pas retarder leur diplomation à l'exception de quelques cas dérogatoires concernant certaines formations en alternance.

La séance est levée à 17H45.

Pour le Président et par délégation,
le Vice Président Formation

